

Initiatives ministérielles

nos marchés soviétique et africain. Nous avons déjà du mal à conclure des ventes sur ces marchés et voici que nous perdons le marché irakien. C'est catastrophique. Voilà pourquoi nous avons encore littéralement des milliers de boisseaux dans nos champs.

Il importe que le gouvernement prévoie dans son programme agricole une compensation pour la perte de ces ventes. Ce n'est pas la faute des agriculteurs de l'Ouest si l'Irak a envahi le Koweït. Ce n'est pas la faute des agriculteurs si le gouvernement n'utilise pas de représailles à l'endroit des États-Unis pour avoir envahi nos marchés traditionnels. Ce n'est pas la faute des agriculteurs et ceux-ci ne devraient pas en pâtir.

Le gouvernement doit se décider à prendre des mesures pour corriger la situation et aider les agriculteurs. Ce faisant, il viendra en aide à toutes les régions rurales du Canada.

M. Blaine A. Thacker (secrétaire parlementaire du ministre des Consommateurs et des Sociétés): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi d'intervenir brièvement au sujet de cette motion concernant la crise au Moyen-Orient.

Elle vient à point nommé, comme nous approchons du 11 novembre et du jour du Souvenir. Une grande majorité de mes électeurs m'ont dit soutenir les actions prises par notre gouvernement de concert avec les Nations Unies. J'ai rencontré de nombreuses personnes venant en particulier d'Europe de l'Est. Elles m'ont précisé très clairement que, comme on le sait tous, dans les années 30, on aurait pu à quatre ou cinq reprises arrêter Hitler. À l'époque, les autres pays étaient confrontés à un choix. Ils auraient peut-être pu l'arrêter. Ils n'ont pas eu le courage ou la force d'âme de l'arrêter à quatre ou cinq reprises à ce qu'ils auraient pu le faire. C'est ainsi que nous avons eu droit à une guerre mondiale au cours de laquelle 40 millions de personnes, au minimum, ont perdu la vie. On ignore au juste combien de dizaines de millions de gens ont été blessés ou sont restés marqués physiquement ou mentalement.

Toute l'infrastructure de l'Europe, qu'il s'agisse des routes, des immeubles ou des écoles, a été détruite et ce n'est que depuis peu que l'Europe de l'Ouest commence à s'en remettre et à être à nouveau florissante. Plus de 40 000 Canadiens ont perdu la vie. Cela a eu des répercussions sur les familles et les arbres généalogiques. Je sais que toute ma famille en Grande-Bretagne a totalement disparu. Le dernier Thacker de notre famille en Grande-Bretagne a perdu la vie en Sicile. Cela a beaucoup marqué tout le monde. Vous n'oubliez pas ces choses-là.

Il est ironique de constater que, au moment même où l'Europe de l'Est décidait d'adopter une attitude beaucoup plus conciliante, où les Nations Unies devenaient plus importantes, où le traité du GATT prenait davantage de portée, où les droits de la personne étaient davantage respectés et où nous nous dirigeons, semble-t-il, vers un nouvel ordre mondial marqué par la paix et par un bien meilleur esprit de collaboration entre les nations, nous devons faire face à Saddam Hussein. En tant qu'être humain, il ressemble à Hitler qui, lorsqu'il s'emparait d'un pays, se fichait éperdument des droits de la personne et des sentiments des gens. Saddam Hussein a tout simplement envahi le Koweït et tout le monde s'entend pour dire qu'il a agi ainsi de façon tout à fait illégale.

En définitive, notre génération fait face au même choix que nos ancêtres il y a deux générations de cela. Nous pouvons soit l'arrêter maintenant ou l'apaiser ou finir par croire que cela ne nous regarde pas.

Or, les pays membres des Nations Unies ont décidé d'un commun accord qu'il fallait intervenir et ils ont établi ainsi un excellent précédent. J'espère que nous continuerons d'agir collectivement et de donner au Conseil de sécurité l'appui dont il a besoin. C'est là notre espoir. Nous n'avons pas d'autres modèles. Nous devons nous en remettre aux Nations Unies. C'est un modèle remarquable et tous les articles pertinents de la charte sont là pour être respectés. Nous devons être prêts à agir d'un commun accord, et je pense que nous le ferons. Le fait est que nous n'avons tout simplement pas le choix.

En effet, nous ne pouvons nous permettre une guerre conventionnelle et encore moins une guerre nucléaire.

Je suis fier, à l'instar de la grande majorité de mes électeurs, j'en suis persuadé, que le Canada fasse sa part. Nous devons remercier notre marine et les marins à bord des navires en question, ainsi que nos pilotes de chasse et le personnel au sol. Nous pensons à eux et ils ont tout notre appui. Nous nous inquiétons d'eux et nous voulons qu'ils reviennent sans avoir été la cible de coups et surtout sans blessés ni morts. Ils ont tout notre soutien.

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Je voudrais faire une brève observation, monsieur le Président. J'ai le droit de participer au débat ce soir, je le peux et je le ferai.

Je veux que mes collègues comprennent que je n'ai pas la moindre intention de défendre les actions de Saddam Hussein. J'entends mon collègue qui reprend la comparaison célèbre faite par le président des États-Unis, M. Bush, entre Saddam Hussein et Hitler. Je ne sais pas pourquoi.